

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
64000 Pau

Pau, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOBEGI STEB

Usine de Lacq
64170 Lacq

Références : DREAL/2026D/99
Code AIOT : 0005205132

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SOBEGI STEB implanté Usine de Lacq 64170 Lacq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOBEGI STEB
- Usine de Lacq 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005205132
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOBEGI exploite sur la plate-forme Induslacq plusieurs installations, dont une centrale « utilités » (UTL) à destination de l'ensemble des lotis, comme la production d'eau déminéralisée, de vapeur, d'air comprimé ou d'azote et une unité de traitement du gaz (UTG) provenant essentiellement du gisement de la concession minière de Lacq lui permettant d'extraire l'hydrogène sulfuré (H₂S) pour un client de la plate-forme et du gaz traité en alimentation de ses chaudières et d'un client sur la plate-forme. Elle exploite également une station de traitement des eaux biodégradables (STEB) qui traite des effluents aqueux en provenance des plates-formes de Lacq et Mourenx, du site d'Arkema à Mont et du GRL.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Surveillance de la toxicité des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2-VII	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	EFFLUENTS DES SOCIÉTÉS PRÉSENTES SUR LES PLATES-FORMES CHIMIQUES	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 1.1.5.	Sans objet
2	ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.3.3.	Sans objet
3	VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS L...	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.3.7.	Sans objet
4	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DES	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 9.2.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES		
5	SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 9.2.3.	Sans objet
6	Plan d'actions de réduction des PFAS	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs limites d'émission sont respectées, et aucun écart à la réglementation en vigueur n'est constaté.

Le suivi environnemental, tant sur le milieu air que eau, ne révèle pas d'impacts dus aux activités de la STEB. Ces mesures sont confirmées par le suivi dans le gave de Pau effectué par l'Agence de l'Eau aux stations d'Abidos, Argagnon, et Orthez.

Il est demandé à Sobegi d'actualiser avant le 31 mars 2026 les parties techniques des conventions de rejet avec les industriels raccordés.

Sobegi a réalisé des analyses sur les concentrations en PFAS, qui ont dû être différées pour tenter de les synchroniser avec les activités productives des industriels clients. Les résultats en seront communiqués dans les délais demandés, assortis d'une proposition de plan d'actions établi en concertation avec les industriels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EFFLUENTS DES SOCIÉTÉS PRÉSENTES SUR LES PLATES-FORMES CHIMIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 1.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Conventions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents sont acheminés par canalisations à la station, hormis une partie des effluents des plate-formes de Lacq et Mourenx issus principalement de bassins de rétention non raccordés au réseau de collecte, qui sont acheminés par des camions hydrocureurs. Chaque effluent est caractérisé et fait l'objet d'une convention de raccordement, qui précise les critères d'acceptabilité relatifs à la composition de l'effluent et aux concentrations et flux de polluants que Sobegi s'engage à traiter. Dans le cas d'un nouvel industriel ou nouvel atelier chez un industriel existant ou changement du procédé susceptible de modifier la composition de l'effluent, la traitabilité de l'effluent est étudiée avant la rédaction d'une convention de rejet qui définit les modalités du traitement qui seront mises en place. Pour tout industriel raccordé, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments d'appréciation ayant permis à SOBEGI d'établir la convention de rejet, la justification des capacités de la STEB à traiter l'effluent objet de la convention ou tous autres éléments prévus par l'article 1.4.2 du présent arrêté (mise à jour de l'étude d'impact de la STEB).</p>

<p>Constats :</p> <p>Les conventions de raccordement des industriels existantes sont souvent obsolètes, celles-ci ne correspondant plus à la qualité des effluents réellement acceptés par la station.</p> <p>Sobegi indique que tous les industriels ont été destinataires de projets de convention incluant des valeurs d'émission en batterie limite fonction des taux d'abattement calculés à l'aide des campagnes de mesures réalisées en 2024.</p> <p>Plusieurs conventions (SBS, Noveal, Arkema Lacq et Mourenx, SIAP) sont avancées et devraient être signées à court terme.</p> <p>Sobegi doit apporter les garanties de sa capacité à abattre les flux de ses clients pour respecter les valeurs limites d'émission au milieu naturel, et d'assurer la répartition des charges envoyées par chacun de ses clients.</p> <p>Cette justification des charges que la station est capable d'abattre servira de base à l'établissement des valeurs d'émission en batterie limite fixées à chaque client de la STEB.</p> <p>Le suivi dans le temps doit permettre de vérifier que les apports à la station ne varient pas notablement. Les campagnes de caractérisation de taux d'abattement seront à renouveler en cas de constat, au travers des mesures effectuées pour le pilotage de l'installation, de modification substantielle des flux acceptés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les projets de convention, incorporant ces valeurs de flux autorisés en batterie-limite, seront communiquées à l'inspection avant le 31 mars 2026 pour l'ensemble des industriels raccordés. Ces conventions sont également nécessaires pour permettre à chacun des industriels raccordés d'être en mesure de justifier la conformité réglementaire de leurs rejets. Aussi, ce délai du 31 mars 2026 doit impérativement être respecté.</p> <p>Les résultats des calculs des taux d'abattement seront également communiqués. Ils seront accompagnés des charges globales admissibles par la station pour satisfaire aux objectifs fixés avant rejet au milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.3.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance préventive</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entretien doit permettre d'assurer dans le temps le maintien de leur efficacité. A cette fin, les canaux seront curés annuellement. Cette fréquence de curage pourra être adaptée en fonction de l'évolution des apports de matières en suspension après validation par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi du comblement des canaux a été transmis dans le rapport annuel d'activités.</p>

<p>Le remplissage à fin 2025 et de l'ordre de 130 t, soit 50 % de la capacité.</p> <p>Ce seuil a déclenché la programmation des opérations de curage en fin 2026, en période de basses eaux (août et septembre), afin de minimiser les impacts sur le milieu (cistudes d'Europe) et les besoins de traitement d'eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS L...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.3.7.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré (point B et C), les valeurs limites en concentration et flux définies dans le tableau du présent article</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun des paramètres suivis de façon ponctuelle (hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle) n'a fait l'objet d'un dépassement des VLE.</p> <p>Parmi les paramètres suivis en continu, seules les MES présentent des dépassements en moyenne journalière, une journée en août 2025 et une journée en octobre 2024. Ces dépassements sont inférieurs à 2 fois la valeur limite, et en deçà de la fréquence autorisée de 10 % de jours dépassés pour les paramètres mesurés en continu.</p> <p>La température des rejets a très légèrement dépassé la valeur limite (30,6°C pour 30°C) durant 3 jours en août 2025, du fait des chaleurs extrêmes de la période.</p> <p>Les valeurs amont et aval ne présentent pas de différence notable. Seule la conductivité est modérément modifiée entre l'amont et l'aval en période de basses eaux (février et septembre), sans pour autant que les caractéristiques du milieu récepteur en soient modifiées. Le suivi effectué par l'Agence de l'Eau Adour Garonne confirme que la conductivité n'est pas modifiée entre Abidos et Argagnon.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 9.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans une premier temps, l'exploitant réalisera quatre fois par an une campagne de mesure de la présence de polluants atmosphériques à proximité des bassins d'aération sur les paramètres suivants: acrylonitrile, tétrachlorométhane, chloroforme, dichlorométhane, isopropyl alcool, cyclopentasiloxane, benzène, éthylbenzène, MTBE dioxane, toluène, xylènes et oxyde d'éthylène, et toute autre substance volatil pertinente au regard des activités et rejets des lotis. La fréquence de surveillance pourra être adaptée par la suite par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le suivi annuel a été réalisé selon les modalités validées par l'inspection, à savoir 2 campagnes de 4 semaines, en juin et novembre.</p> <p>Ce suivi démontre la présence de certains COV caractéristiques des activités des industriels raccordés au sein des installations de Sobegi (toluène, méthyl mercaptan, DMDS), mais nettement en deçà des VTR (valeur toxicologique de référence) ou VLEP (valeurs limites d'exposition professionnelle) existantes. En revanche, à l'identique des autres années, les concentrations à l'extérieur du site sont du même ordre de grandeur que le point local témoin, à Arthez-de-Béarn. Sobegi souhaite faire évoluer cette surveillance, pour la concentrer sur la période estivale, la plus pénalisante concernant l'évaporation des COV, et cibler les COV suivis en fonction des données acquises.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sobegi adressera à l'inspection des propositions d'adaptation de ce suivi, qui devront être approuvées par l'inspection avant d'être mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 9.2.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fois par an, l'exploitant fait procéder, sur les deux points préalablement définis, à des prélèvements et mesures sur les sédiments et les bryophytes aquatiques suivant un programme qu'il transmettra à l'inspection des installations classées. Ces analyses ont pour but essentiel de suivre l'évolution dans le milieu des substances toxiques bioaccumulables. Elles portent en particulier, d'après les informations portées à la connaissance de l'inspection des installations classées, sur les éléments suivants : - métaux visés à l'article 4.3.7 ; - substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement aquatique. Dans les mêmes conditions, l'exploitant fait procéder une fois par an, par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement, à une évaluation des indices biologiques mesurant les impacts sur la faune benthique et les algues.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne annuelle réalisée par le PERL démontre l'absence de dégradation du milieu après le rejet de la STEB.</p> <p>Les analyses sur les bryophytes indiquent une bio-accumulation d'arsenic. Cependant, les analyses dans le cours d'eau pratiquées en amont et aval du rejet par Sobegi montrent la stabilité des concentrations. Il en va de même des mesures effectuées par l'Agence de l'Eau sur les stations d'Abidos, Argagnon et Orthez, qui sont toutes situées, sur les 3 stations et depuis 5 ans, entre 1 et 2,5 microg/l.</p> <p>La seule dégradation observée concerne les diatomées, dont la note passe de 14,2 en amont à 12,4 en aval. Pour les stations Agence de l'Eau d'Abidos, Argagnon et Orthez, ces indices sont respectivement de 13,5, 13,2 et 12,4.</p> <p>Il y a donc un possible effet sur les communautés de diatomées du rejet, qui peut rester local et pour lequel le rapport du prestataire fournit des justifications relatives aux communautés de diatomées présentes.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'actions de réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des analyses ont été réalisées le 25 novembre 2025, durant 3 jours consécutifs pour tenir compte du temps de séjour des différents effluents dans la STEB et les canaux.</p> <p>Toray était à l'arrêt, les autres industriels fonctionnaient sans restriction, en fonction de leur demande de production. Les émissions de la plate-forme de Mourenx ont été mesurées à l'arrivée à la STEB.</p> <p>Les résultats sont attendus en début d'année 2026. La campagne aurait dû avoir lieu en fin de premier semestre 2025, mais a été décalée pour des difficultés de coordination avec l'ensemble des exploitants, et dans l'attente d'un redémarrage de la production du seul utilisateur de PFAS du bassin.</p> <p>Les actions engagées pour améliorer les concentrations au rejet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - groupe de travail monté avec Suez pour étudier les pistes d'amélioration du traitement, et permettre une dégradation des PFAS ; - mise en œuvre de pilotes industriels pour étudier la faculté de dégradation de ces molécules par la STEB avec les moyens de traitement actuels ; - discussions engagées avec les exploitants pour s'assurer que l'ensemble des clients raccordés ont substitué les émulseurs ; - tests de biodégradation des nouveaux émulseurs pour vérifier l'absence de toxicité sur la filière biologique. <p>De nouvelles actions seront engagées en 2026 après exploitation des données des campagnes de mesure. Une inspection sera programmée au premier semestre 2026 pour statuer sur la nature des actions à engager.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sobegi communiquera les résultats des analyses de PFAS au plus tard 2 mois après réception des résultats transmis par les laboratoires d'analyses, accompagnés d'une interprétation de ces résultats et des propositions d'actions complémentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance de la toxicité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2-VII
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dates d'entrée en vigueur prévues au I, la première série de campagnes de mesure pour la caractérisation initiale prévue au 3.3 de l'annexe I, visant à déterminer la fréquence de surveillance de la toxicité des émissions dans l'eau, sont réalisées au plus tard au 30 octobre 2025 pour les installations mentionnées au a du I.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sobegi a indiqué avoir réalisé les prélèvements et les tests d'écotoxicologie prévus par le BREF CWW et l'arrêté ministériel du 04/11/2024, mais n'a pas été en mesure de présenter les résultats de ces essais dont les conclusions ne lui ont pas été communiquées par le prestataire au jour de l'inspection.</p> <p>Sobegi explique que le retard est imputable à la coordination des tests effectués avec les autres industriels auxquels ils ont été prescrits (Arkema Lacq et Mont).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sobegi transmet sous deux mois les résultats des tests d'écotoxicologie effectués sur des effluents collectés en sortie de STEB conformément aux exigences du BREF CWW et de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>